



Journée Nationale d'Hommage aux Morts pour la France en Indochine 8 juin 2006, au Monument aux Morts

Vietnam se disait Indochine, et déjà, en transparence, comme dans l'œuf du serpent, se dessinaient les trames des malheurs à venir.

Le 19 décembre 1946, le Vietminh frappait une nouvelle fois, l'insurrection éclatait à Hanoï : le « Comité d'assassinat d'assaut » défile dans les rues se chargeant, face aux autorités prises de cours, du massacre de Français et laissant derrière lui des dizaines de cadavres souvent mutilés.

La révolte fût maîtrisée : ainsi commençait la guerre d'Indochine, dont le pénible aboutissement militaire demeure la chute du camp retranché de Dien Bien Phu, le 7 Mai 1954.

Vient ensuite, la reconnaissance, en Juillet, de l'indépendance de l'Indochine, divisée en plusieurs Etats : Laos, Cambodge et deux Vietnam.

Le 2 septembre 1945, Ho Chi Minh, Responsable Nationaliste, avait de manière unilatérale, après l'invasion japonaise, proclamé l'indépendance de l'Indochine, au nom des grands principes anticolonialistes.

La France, à peine sortie du conflit européen, avait, dans la négociation, accordé un statut particulier au sein de la toute nouvelle Union française.

En Novembre 1946, les affrontements devenus réguliers dégénèrent et mènent au conflit.

Huit années de guérillas, rendues difficiles par la complexité du terrain, l'instabilité chronique des gouvernements de la IVème République, en peine d'imposer une stratégie visionnaire autre que celle consistant à épuiser le pays, dans un conflit stérile.

100 000 morts, 76 000 blessés, 40 000 prisonniers tels sont les terribles chiffres que révèlent l'Histoire, de cette guerre trop longtemps occultée. Tel est le prix payé par les militaires de l'Union Française.

A y regarder de plus près, interrogeons-nous : derrière la légitime aspiration d'un peuple à assumer son destin seul, en partenariat ou en association avec la France, se dessinent les grandes manœuvres inspirées par Moscou et Pékin.

Entre les anciens alliés, la fracture est consommée, l'esprit de Yalta dépassé. Un rideau de fer s'abat sur l'Est européen, tandis que la Grèce et la Yougoslavie s'enflamment, que la toute jeune ONU envoie en Corée des bataillons pour faire face à l'expansionnisme Chinois.

La France n'est donc, à son corps défendant, qu'une cible de plus, pour ceux dont la vocation, n'est pas que d'accompagner des luttes de libération, mais plutôt d'imposer par les armes sur tous les continents, un modèle unique d'ordre social, dont l'Histoire prouvera, qu'il n'a rien, dans les résultats, à envier aux tenants du funeste Ordre Nouveau qui vient d'être mis à bas par les Alliés.

Propagande, imposture, mensonges seront, dans les sphères les plus hautes, les outils les plus employés, pour déstabiliser, diaboliser, tisser la trame d'un monde supposé parfait.

Personne, aujourd'hui, ne peut ignorer que son vrai nom était : tortures, privations, exécutions, rééducation, ruines et morts .

Tel est le message qu'aujourd'hui il nous appartient d'adresser, tant à ceux qui firent le sacrifice de leur vie, qu'aux survivants, qu'aux populations qui eurent et ont encore à subir ces avanies : nous ne sommes pas dupes !

- A ceux qui, dans l'honneur, remplirent leurs missions et sur lesquels une bonne presse crachait au quotidien,
- à ceux qui, dans le consensus et la diplomatie, cherchaient à débrouiller l'écheveau dans le respect de chacune des parties,
- à ceux qui, ont cru et croient que la France est un partenaire de développement et de démocratie, à tous ceux-là vont notre reconnaissance et notre respect.

Pour faire œuvre de Mémoire, n'oublions pas, au chapitre de la honte, les trafiquants en tous genres, piastres, armes et drogue, ruinant par leur funeste commerce des décennies d'efforts, un monde politique aux abois préservant sa survie plutôt que celle du Pays ; celles et ceux, encore, dont les actes de courage furent d'attaquer les convois de blessés et de refuser de les soigner, de menacer les familles ou d'être kapo dans les camps de prisonniers dont la mortalité fût trois fois supérieure à celle des camps nazis.

C'était aussi en France, c'était aussi des Français.

Nous n'oublierons pas, que les prétendus libérateurs, auront devant l'Histoire à être comptables, sur la terre d'Indochine, de ce crime imprescriptible qu'est un génocide. Quelque soit la manière dont on le travestisse, qu'on tente de l'argumenter.

Cinquante ans après, les stigmates perdurent et il nous appartient d'être vigilants, de ne pas être pris en défaut, de ne pas sacrifier l'urgent à l'essentiel, d'être les témoins de notre temps, en toute objectivité.

A côté de notre devoir de mémoire, à côté de l'Histoire et des archives subsistent les témoins, ceux dont la chair et l'esprit parlent autant que les écrits, ceux dont les cœurs parfois, tardent à s'ouvrir, tant la blessure est grande.

Soyons, pour eux, pour leurs familles, les gardiens pointilleux et exigeants de la vérité.

Je n'aurais garde de terminer, sans formuler un vœu.

Celui, en cette journée d'hommage, de souhaiter que puissent siéger au Haut Conseil des Rapatriés, auprès de celles et ceux avec lesquels ils partagent les mêmes lots d'exils et de malheurs, la même volonté, tous nos compatriotes issus de ces azurs qui s'appelaient Indochine.